



Brève : Un groupe de travail du Congrès propose une feuille de route pour réduire les émissions de CO2 américaine de 20% en une semaine.

Ce mercredi 31 mars, un mémo interne relatif aux discussions confidentielles de la task-force du projet de loi *Finding Other Opportunities to Limit emissions (FOOL) Act* a été rendu public. Face aux difficultés rencontrées par le gouvernement fédéral pour décarboner l'économie américaine d'ici 2050, le groupe de travail propose un projet climatique drastique aux conséquences politiques extraordinaires.

« Dans le contexte de lutte contre le changement climatique, il existe un vaste portefeuille d'actions techniquement réalistes pour l'atteinte de nos objectifs de neutralité carbone sur le territoire américain. Nous soutenons la recherche et le développement de ces solutions technologiques dans le domaine de l'énergie ou des transports mais face à l'ampleur du défi, nous devons également explorer toutes les solutions politiques. », nous précise un expert familier avec le dossier.

Ainsi, afin d'atteindre plus rapidement les objectifs de neutralité carbone sur le territoire américain, le groupe de travail discute d'une alternative à la décarbonation de l'économie nationale. Il suggère une réduction administrative du territoire américain.

Une feuille de route établie sur la base de données scientifiques et d'une méthodologie implacable.

« Il était d'abord simplement envisagé d'effacer l'existence même des « Etats-Unis » de l'imaginaire collectif. Mais la mise en application de cette option était assez

complexe. De même, effacer le territoire américain de toutes les données cartographiques aurait nécessité une certaine organisation et se serait heurté aux données satellites d'observation de la terre. En revanche, grâce à notre structure politique fédérale, nous constatons qu'il est possible de moduler les émissions nationales en ajustant le nombre d'états de la fédération. Il ne s'agit pas de pousser un agenda politique quelconque mais de choisir la méthode la plus efficace suite à une analyse économique de type coût-bénéfice. » nous précise ce même expert.

Enfin, le groupe de travail préconise de se baser sur les émissions absolues par Etat. En tête figurent le Texas et la Californie, avec 706.5 millions de tonnes de CO2 et 358.6 millions de tonnes respectivement. Rendre l'indépendance à ces deux états permettrait d'alléger l'empreinte carbone américaine de 20% simplement par voie administrative. « C'est du jamais vu. » soutient-il, très enthousiaste.

« Cela ne changera rien pour l'atmosphère, mais permettrait de faciliter les négociations internationales en affaiblissant le poids du total d'émission historique par un simple calcul comptable. Une forme d'arnaque à l'Accord de Paris. »

Financement d'un programme de recherche en géo-ingénierie sismique.

Le mémo dévoile que cette décision serait applicable par l'organisation d'un référendum afin de faciliter l'adhésion du public. Le groupe de travail envisage tout de même d'autres solutions dans le cadre d'application de ce projet. En effet, les experts scientifiques associés aux discussions proposent de financer un programme de recherche en géo-ingénierie sismique afin de faciliter l'indépendance californienne en provoquant intentionnellement le « Big One ».

« Il s'agirait de faciliter le récit politique en fournissant toute latitude au gouvernement de Californie pour établir une nation indépendante. Mais plus de recherche doit être menée pour une évaluation des coûts économiques d'un tel projet. » nous informe un autre expert, un peu moins familier du dossier.

[Edit] - Le projet de loi a été rendu public le 1^{er} avril 2021.

Rédacteur : Julien Bolard, Attaché très adjoint.